Jean-Robert Sansfaçon et Louise VANDELAC

Respectivement écrivain québécois et sociologue, département de sociologie, UQÀM

(1982)

“L'État, problèmes sociaux et législation sociale”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Robert Sansfaçon et Louise VANDELAC

[Respectivement écrivain québécois et collaborateur au journal Le Devoir, d’une part, et professeure de sociologie, UQÀM, d’autre part].

“L’État, problèmes sociaux et législation sociale”.

Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, **Les mobilisations populaires urbaines**, pp. 171-190. Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1982, 482 pp.

Autorisation accordée par Mme Louise Vandelac le 19 décembre 2003.

vandelac.louise@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 24 juin 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Jean-Robert Sansfaçon et Louise Vandelac (1982)
[Respectivement écrivain québécois et sociologue, UQÀM.]

“L'État, problèmes sociaux et législation sociale”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, **Les mobilisations populaires urbaines**, pp. 171-190. Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1982, 482 pp.

Sommaire

Un peu d'histoire

L'été 1969

L'élection provinciale

L'action du Fédéral

Le début d'une décennie

La toile d'araignée

Une politique de classe

Aide financière planifiée à des fins politiques

Subventions aux entreprises privées

Subventions aux gens défavorisés

Et les travailleurs actifs eux ?

L'intervention en milieu défavorisé

Action parallèle

L'exemple américain

Des structures parallèles

Les groupes radicaux

Les plans futurs

« P2 et C'est Parti ... »

Perspectives-Citoyens

... Et les Comités de citoyens

Conclusion

Et maintenant...

Jean-Robert Sansfaçon et Louise Vandelac

“L’État, problèmes sociaux et législation sociale”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, **Les mobilisations populaires urbaines**, pp. 171-190. Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1982, 482 pp.

Un peu d’histoire

[Retour à la table des matières](#)

Perspectives-Jeunesse n'est pas né de la bonne volonté d'un ministre ni de son désir de régler une fois pour toutes deux problèmes d'un seul coup : le chômage et l'injustice de classe. Perspectives-Jeunesse est né à la suite de troubles sociaux. Perspectives-Jeunesse a été créé dans le but d'éviter que ces troubles ne se répètent. L'exemple du Québec est des plus probant à cet égard...

L'année 1966, année de préparation de l'Expo, fut l'année où le taux de chômage chez les jeunes de 14 à 24 ans (étudiants et jeunes travailleurs) fut le plus bas des années 60. Pour les jeunes de 14 à 19 ans, il était en effet passé de 25.7% en 1963 à 23.1% en 1964, à 22.1% en 1965 et à 20.5% en 1966. Pour les jeunes de 19 à 24 ans, il était passé de 20.3% en 1963 à 16% en 1966. De 1967 à aujourd'hui, le taux de chômage chez les jeunes de 14 à 24 ans a augmenté sans cesse à un rythme ahurissant. Pour les jeunes de 14 à 19 ans, il est passé de 29% en 1966 à 20% en 1970 ; pour les jeunes de 20 à 24 ans, il est passé de 16% en 1966 à 21% en 1970. ¹

¹ Ces chiffres ont été calculés sur des bases annuelles et non sur des bases estivales.

Cette détérioration de la situation économique, qui a placé le Canada et tout particulièrement le Québec dans une situation désastreuse, a entraîné des réactions très vives mais spontanées et peu organisées de la part de la population. Les jeunes, désormais plus instruits, mieux informés des rouages de leur exploitation et particulièrement touchés par la moindre « gaffe » économique de la superstructure capitaliste, manifestèrent clairement leur mécontentement.

L'été 1968, amena la préparation de nombreux dossiers, sur la situation dans le domaine de l'éducation, sur l'organisation politique et sur le chômage. Les noyaux de base des syndicats étudiants préparaient la rentrée. En octobre 1968, c'est l'occupation des CEGEP et des facultés universitaires ; 10,000 jeunes descendent dans la rue pour exprimer leur opposition tant au système d'éducation, qu'au système politique établi.

Parallèlement se développe rapidement au Québec « l'option souverainiste » qui attire de plus en plus de Québécois, particulièrement les jeunes. Pour Ottawa l'option-Lévesque est un phénomène marginal qui ne touche qu'une bande d'illuminés. Pour le Québécois « indépendantiste », l'analyse qu'il fait de la réalité est plutôt sombre. Les résultats des recherches menées par la Commission Laurendeau-Dunton n'ajoute rien à l'optimisme des Québécois : ils se rendent compte qu'ils sont les plus exploités dans leur propre pays, exception faite des Esquimaux, des Indiens et des Italiens.

L'été 1969

[Retour à la table des matières](#)

La situation économique ne cesse de se détériorer. Le chômage global augmente toujours. Les usines ferment leurs portes à tour de rôle. L'été 1969 fut marqué par une nouvelle augmentation du chômage saisonnier, touchant près de 25% des étudiants de 14 à 19 ans et 17% des étudiants de 19 à 24 ans. Devant une situation aussi désastreuse, les réactions ne se firent pas attendre : d'une part, un nombre considérable de jeunes prirent la direction de Vancouver, pendant qu'un mouvement de protestation s'organisait à Montréal et dans d'au-

tres villes du Québec. Ce fut « l'opération Alarme », organisée par le Comité des jeunes de Mercier. Ce groupe entreprit de faire une grève de la faim pour dénoncer la pénurie d'emplois et pour exiger une action gouvernementale. A Percé, la « maison du Pêcheur » fait parler d'elle : le conflit est ouvert entre les jeunes qui s'y étaient installés et l'establishment de l'endroit.

L'automne 1969 fut marqué par un second octobre « chaud » : l'escalade contre le Bill 63 qui proclamait l'anglicisation progressive des Québécois (du moins, c'est ce que les mouvements populaires avaient prévu et c'est ce que les chiffres nous prouvent aujourd'hui !). Encore une fois, les étudiants (ou ex-étudiants) étaient de la partie. C'est parmi eux que se dessinait petit à petit une analyse différente de la réalité québécoise, axée de moins en moins sur un conflit linguistique, que sur une lutte de classes où l'État québécois jouait le rôle de marionnette aux mains des financiers de la rue St-Jacques. Cette nouvelle tendance dans l'organisation des groupes au Québec était née à la suite d'une critique de l'action de plusieurs groupes communautaires, et de comités de citoyens. Après avoir travaillé dans des quartiers défavorisés, ces groupes comprirent que leur rôle ne devait plus correspondre à la définition qu'en donnait le pouvoir, à savoir un rôle de tampon entre les insatisfaits et l'establishment.

L'élection provinciale

[Retour à la table des matières](#)

Au cours de l'hiver 1969-1970, le taux de chômage augmente encore au Québec : certaines régions connaissent un pourcentage allant jusqu'à 30%.

Au printemps 1970, la promesse éblouissante de 100 000 emplois porte au pouvoir Robert Bourassa. Avec 45% des suffrages, « le jeune-économiste-dynamique » entreprend sa carrière acrobatique de Premier Ministre. Pour sa part, le Parti Québécois qui a recueilli 23% des suffrages tente de former l'opposition officielle à l'Assemblée nationale même s'il n'a réussi à faire élire que sept députés.

Pour parer à la menace péquiste, Bourassa se lance à corps perdu dans la campagne du « fédéralisme rentable ». Ce faisant, il venait de signer un contrat d'abandon progressif des juridictions québécoises aux mains du colonisateur fédéral. Nous examinerons un peu plus loin l'incidence de cette attitude « à-plat-ventriste » sur la question qui nous intéresse : les politiques jeunesse.

L'été qui suit cette élection est encore une fois marqué par un accroissement du chômage étudiant. D'autre part, un grand nombre d'étudiants passent aux rangs des marginaux ; les « bags » de toutes sortes prennent la vedette. A Montréal, le FRAP tente de s'implanter dans grand nombre de quartiers en vue de l'élection municipale de novembre. Cette action du FRAP marquera d'ailleurs un point tournant dans l'évolution des organisations politiques populaires à Montréal, créant un fossé qui ira en s'élargissant entre la tendance d'une organisation large et centralisée menant des luttes autour de thèmes précis et une organisation qui tente d'abord de former des militants et de s'implanter progressivement dans les quartiers (et plus tard dans les lieux de production).

L'action du fédéral

[Retour à la table des matières](#)

Au mois d'août 1969, le Fédéral avait mis sur pied une commission d'enquête ayant pour but d'étudier « les attitudes, les aspirations et les besoins des jeunes » ainsi que « le rôle actuel du gouvernement dans ce domaine ». Les recherches ont duré deux ans et le rapport fut rendu public en août dernier. Ce rapport vise à réorienter complètement les politiques jeunesse du gouvernement. Ses recommandations (P. 2) étant jugées trop avant-gardistes, le rapport ne sera jamais mis intégralement en application. Il n'en constitue pas moins un excellent exemple de toute cette nouvelle vision gouvernementale dont découle Perspectives-Jeunesse, PIL et les autres...

Au cours de l'été 1970, suite aux recommandations du « Groupe d'étude sur la jeunesse itinérante à travers le Canada », (groupe formé au printemps 1970 lors d'une conférence du Conseil canadien de déve-

loppement social (!) et financé par le ministère de la Santé et du Bien-Être), le Fédéral mit sur pied un certain nombre d'auberges de jeunesse ou plutôt de gîtes, dans des baraques militaires aménagées temporairement à cette fin. Au Québec, un seul gîte : l'Arrêt-Stop à Longueuil, installé dans un hangar de l'armée, doté d'une trentaine de milliers de dollars.

De plus Trudeau, fidèle aux traditions militaristes, accorde plus d'ampleur aux programmes d'été du ministère de la Défense pour l'entraînement des réservistes et la formation militaire des civils. On augmente aussi par la même occasion le nombre d'emplois d'été disponibles dans la fonction publique.

Cet été 1970 fut pénible pour le moral de nos politiciens ; les médias d'information ne manquaient aucune occasion de mettre en évidence la pénurie désastreuse d'emplois pour les étudiants, de même que le peu de sérieux accordé aux types d'emplois déjà restreints que les gouvernements avaient su créer dans la fonction publique et dans l'armée.

À partir de ce moment, sûr de sa force de persuasion face à Bourassa et son fédéralisme rentable... et rampant, le Fédéral entend s'emparer carrément du secteur jeunesse qui offre une multitude d'avantages. Trudeau voit clairement dès cette époque la possibilité de toucher directement cette population (particulièrement au Québec) qui n'a aucun contact avec les instances gouvernementales fédérales. La menace péquiste s'aggrave et, comme cette menace est intimement rattachée aux Québécois de moins de 25 ans (qui en auront 20, 25 ou 30 dans 5 ans), c'est une catégorie de l'électorat qu'on ne peut plus se permettre de laisser éduquer uniquement par le système d'éducation québécois. C'est aussi pour le Fédéral, le moment propice pour innover dans ses modes d'infiltration des groupes populaires, qui se font de plus en plus bruyants. C'est d'autre part, l'occasion pour lui de diminuer l'écart qui existe actuellement entre les identités régionales par des programmes pan-canadiens. Enfin, c'est un moyen nouveau et subtil d'intégrer rapidement les jeunes aux rouages de la société capitaliste par le biais de la nouvelle culture. On veut faire de ces marginaux-désœuvrés, des administrateurs de marginaux et ainsi de suite. D'ailleurs on peut constater après coup que nombre de jeunes ont appris très rapidement

le jeu : détournement de fonds à des fins personnelles, attitudes de « boss » dignes du début du siècle, etc...

Cette volonté d'action du Fédéral dans un secteur aussi vital était rendue d'autant plus aisée que tous les gouvernements provinciaux du Canada ont, règle générale, une politique jeunesse des plus conservatrice, traditionnelle et paternaliste. Qu'on ne mentionne que le cas du Québec où presque tout est mis sur le sport.

Le début d'une décennie

[Retour à la table des matières](#)

L'automne 1970, c'est l'époque des enlèvements au Québec. C'est aussi l'époque de l'occupation armée par la milice fédérale, par ceux qui, comme le dit si bien Yvon Deschamps « sont des hommes responsables, responsables de tout ce qui nous arrive ! ». C'est la lecture du manifeste felquiste, auquel se sont identifiés de nombreux Québécois.

L'automne 1970, reste gravé dans la mémoire des Québécois. Il reste gravé dans la mémoire de celui qui fut à cette époque à la fois Premier Ministre du Canada et Premier Ministre du Québec : P.E. Trudeau. Il devient de plus en plus urgent de calmer ceux qui crient trop, ceux qui agissent trop. Si l'automne est si chaud depuis trois ou quatre ans, c'est que l'été a été propice. Il faut donc intervenir en ce sens.

À l'automne 1970, on met sur pied un autre comité interministériel, composé celui-là de hauts fonctionnaires de plusieurs ministères. Ce comité avait pour tâche d'élaborer un programme d'emplois d'été pour les étudiants en vue de l'été 1971, En général, la tendance qui a dominé les délibérations du comité était d'isoler et de définir les problèmes propres à la jeunesse. Le comité n'a jamais envisagé le changement social comme un objectif ou un problème, ni tenté de traiter les pro-

blèmes de la jeunesse dans le contexte plus général des structures politiques et économiques de la société.

Dans le « Rapport du groupe chargé de l'évaluation de Perspectives-Jeunesse »² on y dit que le comité s'est d'abord attaqué au problème du chômage, constatant qu'il y aurait probablement 990,000 étudiants qui se chercheraient un emploi l'été suivant, soit une augmentation de 55,000 par rapport à l'année précédente, année où l'indice de chômage pour le groupe d'âge 14 à 24 ans avait été le plus *élevé depuis la dépression*.

Le second problème défini par le comité concernait la très nette possibilité d'un « *malaise social sérieux pouvant résulter du mélange de chômage et de désœuvrement* ».

À cette préoccupation s'ajoutait un élément secondaire, celui de « l'intérêt au travail ». Les jeunes des années 1960-1970 n'ont pas connu l'époque de la dépression. Ils n'ont pas connu ce temps où les gens voulaient « d'abord » travailler, quel que soit le travail, et quel que soit le salaire. Aujourd'hui le type d'emploi offert compte pour beaucoup dans la motivation de l'étudiant.

En admettant que les nouveaux styles de projets, pour être efficaces dans leur rôle de bâillon, devaient avoir subi des changements autant d'ordre qualitatif que quantitatif, le comité a proposé un éventail de débouchés supplémentaires. Le programme devait répondre à trois concepts étroitement reliés et formant la base du projet. L'objectif principal était de procurer des emplois. Deuxièmement, il s'agissait de créer des activités intéressantes, troisièmement, il fallait promouvoir l'unité canadienne. Le rapport mentionné plus haut précise :

Très brièvement, en partant de l'hypothèse que les jeunes qui s'expriment le plus bruyamment sont généralement les plus conscients des problèmes sociaux, on a fait valoir qu'un programme reposant sur des projets

² Le rapport ci-haut mentionné est aussi appelé « Rapport-Cohen » du nom de l'un des auteurs. Selon certaines informations, ce rapport considéré comme non favorable au gouvernement, aurait été écarté, et le secrétariat d'État en aurait commandé un autre à une firme privée, du nom de SRG, (Service Research Group). C'est ce dernier rapport qui aurait été présenté en chambre.

conçus par les jeunes conduirait surtout à des activités destinées à répondre aux besoins immédiats de la collectivité, tels que la jeunesse les percevait. Il était assez difficile de déterminer exactement jusqu'à quel point ces projets répondraient à des besoins réels. Mais, ce qui est peut-être plus important, on a pensé que tout programme qui permettrait une expérience semblable serait considéré comme une preuve de la bonne volonté du gouvernement.

Quant au troisième objectif visé, l'unité nationale, le rapport avoue : « L'expression « unité canadienne » peut être prise au sens large et au sens restreint : dans ce dernier cas, elle signifie le maintien de la fédération politique qui existe entre le Québec et le reste du Canada ; dans son sens plus large, elle suppose des notions d'identité et de solidarité nationale qui s'appliquent à toutes les régions du pays ».

Rationnellement, dans l'analyse politique que nous poursuivons, ces propos ne surprennent pas. Mais les lire dans un document officiel, c'est un peu fort ! Perspectives-Jeunesse est né !

La toile d'araignée

Une politique de classe

[Retour à la table des matières](#)

Malgré tous les efforts entrepris, il s'avère impossible de régler la crise du chômage dans le cadre du système économique actuel. Le système capitaliste a en effet besoin d'un certain pourcentage de chômage pour faire jouer la loi de l'offre et de la demande dans l'emploi. L'existence de milliers de chômeurs permet aux entreprises de choisir leurs employés et de maintenir de bas salaires. Évidemment, les tenants du capitalisme refusent d'admettre leur incapacité à régler ce problème du chômage, inhérent à la structure capitaliste.

Ce taux de chômage élevé et le nombre effarant d'individus sur le bien-être amène des critiques de toutes parts et provoque des désor-

dres sociaux qui risquent à long terme de dégénérer en crises politiques graves.

Dans les pays totalitaires, où une dictature militaire dirige la politique au profit des grands monopoles, on se soucie peu de la contestation. Le pouvoir se prend par un coup d'État souvent monté par la CIA et tout soulèvement populaire est violemment réprimé.

La situation est quelque peu différente dans les pays supposément développés. L'élection prend une plus grande importance, les méthodes de gouverner se veulent plus « libérales » et on parle davantage de « droits de l'homme ». La torture n'est utilisée que dans certains cas et n'est jamais acceptée « officiellement ».

Quoique les méthodes de répression deviennent de plus en plus dures (les 400 emprisonnements d'octobre 70, Manifestation de « La Presse », les 200 accusations de syndiqués dernièrement, etc.), le pouvoir politique tente toujours de laisser dans l'opinion publique l'image d'un système démocratique, où la liberté de parole et de contestation est toujours permise (à l'intérieur naturellement des lois du pouvoir).

Pour faire face au problème du chômage et surtout à ses conséquences éventuelles, le pouvoir doit créer non seulement des emplois, du type travaux publics, mais créer de nouveaux genres d'occupations. Ces types d'activités qui tiennent à la fois des conceptions du loisir et de l'éducation ne résolvent pas les problèmes du chômage. Ils s'insèrent dans l'ensemble des politiques des pays développés qui utilisent d'abord une foule de méthodes de prévention, de conditionnement et de contrôle des individus, avant d'utiliser ouvertement la répression.

Il s'agit d'occuper temporairement les milliers de chômeurs et d'assistés sociaux, dont l'inactivité risque de devenir dangereuse et de faire jouer à ces inactifs, de nouveaux rôles de fonctionnaires, dans le cadre déguisé d'organismes qui leur appartiennent, (tant que l'État le juge bon).

Ces nouveaux modes d'occupations camouflent en partie les crises du capitalisme tout en laissant l'illusion que des gens peuvent résoudre à leur niveau les contradictions de ce système. Sous des dehors avant-

gardistes ces mesures ne sont en fait que d'excellentes soupapes de sûreté du capitalisme.

Aide financière planifiée à des fins politiques. Il n'a jamais été dans les habitudes des gouvernements capitalistes de distribuer du bien-être ou d'autres mesures d'aide sociale, sans que des troubles politiques ou des désordres sociaux ne les forcent à le faire. Ces mesures sont constamment apparues en période de crise économique pour pallier au pire à court terme. Naturellement, quand les crises durent plusieurs années, il y a lieu pour l'État de planifier davantage son intervention.

Au Canada (comme aux États-Unis), les gouvernements utilisent deux façons majeures de jouer leur rôle de régulateur économique et politique. D'une part, par des subventions plus que généreuses aux entreprises privées et, d'autre part, par la mise sur pied de mesures de bien-être diversifiées, selon les groupes sociaux touchés et les buts poursuivis par le pouvoir politique en place.

Subventions aux entreprises privées. En système capitaliste, l'entreprise privée est aux mains d'une minorité de possédants, très influents sur le pouvoir politique. Tout ce que fait l'État est dirigé en fonction de cette minorité qui l'a placé au pouvoir et qui lui dicte ses volontés.

Quand, à cause de contradictions inhérentes à son existence, l'entreprise privée est en crise au niveau de tout un pays (ou même un continent), l'État doit lui venir en aide, pour éviter des pertes de profits trop grandes. Cette aide économique (que ce soit par des subventions directes considérables, ou par des diminutions d'impôts) d'où vient-elle ? De la poche du payeur de taxes, du travailleur ordinaire. Quant à l'efficacité de ces cadeaux, elle est plus que mise en doute actuellement (que ce soit les millions donnés à IBM ou ITT, ou encore les autres millions à des entreprises qui ont fermé leurs portes quelques mois plus tard) !

Subventions aux gens défavorisés. En même temps qu'il subventionne ses amis, le pouvoir politique doit tenir compte de ceux qui sont le plus directement touchés par ces crises : les travailleurs. Eux, ce sont des électeurs et de plus, s'ils se sentent poussés au pied du

mur, leur réaction à la misère risque d'être violente. Il faut l'éviter d'une autre façon que par la répression sauvage (sauf pour des groupes plus radicaux qu'on aura pris soin d'isoler auparavant). Il faut offrir à ces gens, des mesures de bien-être minimum, ainsi que des mécanismes « démocratiques » de contestation. Ces mécanismes tendent de plus en plus à remplacer les mesures traditionnelles de bien-être. Ils permettent de canaliser les énergies, vers des changements locaux et à court terme, utiles pour le pouvoir.

Cet argent mis rapidement sur le marché, augmente directement le pouvoir d'achat des individus qui font fonctionner la production de l'entreprise privée.

Et les travailleurs actifs eux ? Ils paient ! et sont facilement portés à dénigrer leurs voisins exploités par les mêmes capitalistes qu'eux ; c'est-à-dire les assistés sociaux et les chômeurs. Ces travailleurs, qui font entre \$4 et \$8,000. par an, constituent la majorité de la population. Par son action mitigée sur la classe la plus défavorisée, l'État évite d'attirer à lui les foudres de cette majorité de travailleurs qui sont quand même soucieux d'une certaine justice sociale. Mais le fardeau fiscal reposant dans une proportion de 85% sur les épaules des travailleurs salariés, cette action du gouvernement auprès des classes défavorisées provoque une division importante à l'intérieur même des travailleurs, laissant croire aux uns qu'ils sont exploités par la « paresse » des autres. Pourtant, ces mêmes travailleurs acceptent, sous des faux prétextes de relance économique, de payer des millions de dollars à quelques entreprises privées qui ne font qu'augmenter leurs profits sans créer davantage d'emplois, et qui les exploitent quotidiennement dans leur milieu de travail.

Le gouvernement peut, grâce à ce double jeu, manipuler facilement l'opinion publique, particulièrement dans les périodes de crise.

L'intervention en milieu défavorisé

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'étude actuelle, l'élément qui retient davantage notre attention dans cette toile d'araignée, c'est l'intervention de l'État (fédéral) dans les milieux défavorisés et chez les groupes populaires. Notre analyse de Perspectives-Jeunesse, on l'a dit, n'était que l'illustration claire mais partielle d'un nouveau style de politique gouvernementale. Dans Perspectives-Jeunesse, le gouvernement a choisi de toucher particulièrement les étudiants et les marginaux. Dans les Initiatives locales il a tenté d'approcher surtout les groupes populaires. Tout cela est une répétition, une expérience pilote et électorale qui s'ajoute aux mesures de bien-être existantes.

Action parallèle. Quand, forcé par l'évolution du malaise social, l'État fédéral décide d'ouvrir sa « machine à sous », il se bute aux conceptions traditionnelles des élites politiques régionales, tant au niveau provincial que municipal. Il doit alors passer à côté de ces structures pour financer directement les groupes ou les individus. D'ailleurs comme le gouvernement fédéral tend à s'appropriier les juridictions provinciales en matière de bien-être, cela accentue sa ferveur à distribuer de l'argent !

Mais, il ne suffit pas de distribuer des chèques à des individus. Il faut aussi s'occuper des groupes de quartier qui sont en fait ceux qui dénoncent le plus ouvertement les injustices sociales. Il faut utiliser ces groupes pour diminuer l'écart entre le gouvernement et les citoyens, pour démontrer à grand renfort de publicité, que l'on « tente » de régler les problèmes de chômage. Il faut aussi utiliser ces groupes pour qu'ils expérimentent de nouveaux moyens d'action dans les milieux populaires, qu'il sera facile de reprendre à son compte plus tard. Il faut enfin les utiliser pour amorcer à la base les changements que l'on est prêt à entreprendre et pour orienter l'action de plusieurs vers des batailles plus réformistes qui camouflent souvent les contradictions profondes du système.

L'exemple américain. Dans une étude sur l'évolution des mesures de bien-être aux États-Unis, Frances F. Pivens et Richard A. Coward ³ font des constatations qui nous éclairent beaucoup sur l'orientation que prennent actuellement au pays les actions fédérales. Leur analyse porte sur des programmes qui ont débuté il y a plus de douze ans aux États-Unis et qui s'adressaient particulièrement aux quartiers noirs. C'était l'époque des émeutes raciales !

On y lit entre autres :

« L'intervention du gouvernement fédéral américain prit trois directions : 1- l'établissement de nouveaux services publics et privés, qui offraient aux défavorisés de l'information sur leurs droits à l'assistance sociale et leur fournissait des experts pour obtenir ces droits ; 2- la contestation légale d'une série de lois et de politiques au plan local qui enlevaient aux gens leurs droits au bien-être social ; 3- le support de nouvelles organisations des milieux défavorisés qui informaient les gens de leurs droits à l'assistance sociale et faisaient monter la pression contre les officiers de façon à faire reconnaître ces droits ».

Plus loin, ils poursuivent :

Le plus connu de ces programmes fut celui de « la guerre à la pauvreté... » mais cela ne constituait que la première étape de la stratégie de la Maison Blanche pour faire face aux problèmes politiques dans les villes.

Qu'est-ce que tous ces Programmes avaient en commun ? Ils s'adressaient tous à une même cible : le centre-ville des grandes villes. Chacun de ces programmes allait prendre comme cible principale de ses attaques les services municipaux (de santé, de logement, d'éducation, d'assistance sociale) déjà existants.

On allait développer un nouveau leadership des travailleurs communautaires. C'est à travers le nouveau leadership qu'on allait canali-

³ FF. Pivens et R. A. Coward, *Regulating the poor, the junction of public welfare*, New-York, Random House, 1971 ; traduit et adapté par Pierre Paquet.

ser l'argent et impliquer beaucoup de gens dans les collectivités. À travers les normes fédérales exigeant que les pauvres noirs participent, ces derniers en vinrent à détenir les postes et contrôler plusieurs de ces agences. Ainsi, à travers les organismes communautaires, l'administration fédérale allait raviver le processus traditionnel de politiques urbaines : offrir des emplois et des services pour solidifier la loyauté au parti. Pour atteindre un tel objectif il fallait mettre sur pied un arrangement assez unique en terme administratif ; ce fut ainsi que naquit le projet de la société juste créant une relation directe entre le niveau fédéral et les ghettos, relation de laquelle furent absents les niveaux de l'État et des municipalités... Dans le cas des administrations municipales, même celles qui étaient traditionnellement démocratiques, on passa par dessus leur tête. C'est là une façon de réaliser que les leaders au niveau national se rendaient compte de la faillite des politiques urbaines pour faire face aux problèmes auxquels ces administrations étaient confrontées...

Pour réussir dans cette approche, on s'installa sur place dans les ghettos, pour harceler les agences de logement, inspecter les taudis, aller chercher les paiements d'assistance sociale dans les agences sociales. Plus tard, les nouvelles agences devaient se coordonner pour préciser leurs attaques contre les agences d'assistance sociale ou contre le système scolaire. Ainsi, le « bulldozer » fédéral avançait contre les agences municipales. Il pouvait marquer un recul stratégique dans les endroits où la machine politique au niveau municipal était encore bien organisée, il pouvait abolir un ou deux programmes, les plus incisifs à cause de protestations, mais la politique continuait à avancer dans le sens précisé par le gouvernement fédéral. Avec l'implantation de ces nouvelles politiques on ouvrit progressivement la machine pour que le niveau municipal puisse avoir davantage de contrôle sur les nouvelles agences. Quand les projets « Model Cities » furent établis, on s'organisa pour que les fonds en direction des ghettos passent par le niveau municipal. Mais alors quoique des bureaucrates et l'élite politique locale étaient inclus, il fallait tout de même que ceux-ci répondent aux normes déterminées par le Fédéral avec qui se négociait l'allocation des fonds.

Un manuel pour aider ceux qui allaient travailler dans la communauté locale précisait qu'une *méthode pour* assurer la participation

maximum des pauvres consistait à les aider à développer des organisations autonomes dont ils auraient eux-mêmes le contrôle et qui pourraient avoir un poids politique pour représenter leurs propres intérêts. L'objectif de la *société juste* consistait simplement à rejoindre les Noirs et à les intégrer dans le système politique municipal... En s'engageant au cœur même des grandes villes, le gouvernement fédéral allait faire face à une population rebelle. Pas tellement parce que les fonds venaient du fédéral, mais à cause des traumatismes qu'avait vécus cette population. Ce fut pourtant parfois les militants les plus engagés de ces mouvements qui utilisèrent les fonds fédéraux. Le gouvernement fédéral aurait sans doute préféré des temps plus calmes. Mais ayant lancé cette approche des ghettos, il ne pouvait pas tout simplement y renoncer sans en même temps se discréditer et renoncer à ses propres efforts de réaménagement politique. Il fallait à la fois manœuvrer avec la population des ghettos et avec les élites municipales en place.

Si les militants dans les mouvements des droits civiques ont souvent utilisé les fonds fédéraux pour leurs buts à court terme, à long terme ils devinrent souvent des directeurs de cités modèles ou des travailleurs au sein des Community Action Programs.

Ceux qui croient qu'il y eut beaucoup de maladresses et d'erreurs commises suivant ces plans devront expliquer pourquoi on les, répéta aussi souvent et sur une si grande échelle » !

L'exemple américain est riche en leçons et permet de mieux saisir l'évolution actuelle des politiques de bien-être du gouvernement fédéral.

Des structures parallèles. Pour parvenir à mettre rapidement sur pied ses mesures de bien-être et en avoir le contrôle, malgré les juridictions provinciales ou municipales, Trudeau distribue, sous des prétextes de projets jeunesse ou de projets communautaires, des sommes d'argent fantastiques avec lesquelles les provinces ne peuvent absolument pas rivaliser. Dans la négociation de la fonction publique et parapublique le Front commun syndical n'a même pas pu obtenir les \$100.00 minimum. Le Fédéral, lui, le donne à Initiatives locales et même en assurance-chômage !

En plus, il finance des groupes d'avocats populaires, d'associations de locataires, qui ne peuvent que contester certaines lois actuelles ou soulever des problèmes tels que l'existence de taudis, la nécessité du Bill 12, etc...

Mais d'autre part, par ce financement qui crée systématiquement des services dans plusieurs cas (ex : 100 employés payés à l'association des locataires) il en contrôle aussi le développement. S'il décide de couper les fonds : c'est dans 90% des cas, la disparition du service.

À long terme, on peut prévoir qu'après avoir mis sur pied (ou financé la mise sur pied) des organisations parallèles, il redonnera aux structures en place les pouvoirs qui leur reviennent (sauf ceux auxquels il tient expressément), tout en gardant le contrôle financier. Quant aux nouvelles agences, centres communautaires ou associations de toutes sortes, elles seront soumises aux lois les régissant et aux volontés de l'establishment, sinon elles disparaîtront simplement.

Les groupes radicaux. D'autre part, par le fait de contrôler l'évolution de ces groupes et d'orienter systématiquement le style de contestation ou de service qui sera offert dans une ville, en choisissant un nombre plus ou moins considérable de projets d'un tel type, le gouvernement isole les groupes plus radicaux dont l'influence est souvent réduite auprès des groupes-subsventionnés-qui-fourrent-le-fédéral-mais-qui-veulent-pas-perdre-leur-subsvention ! Ces derniers voient moins la nécessité, dans l'intérêt de leur existence, de se radicaliser ou de politiser davantage leur action. Ils tentent plutôt, par des contestations -légalles, par de l'information populaire sur des problèmes, etc. d'aider les gens à s'en sortir temporairement.

De ce fait, les groupes radicaux perdent des auditeurs potentiels ou deviennent simplement marginaux parmi la gamme de groupes axés sur des dizaines de problèmes différents. Il est alors aisé au gouvernement de les éliminer de la carte politique.

C'est exactement ce qui semble s'être passé aux États-Unis. Les Black Panthers et certains autres groupes radicaux ont eu beaucoup d'influence à certains moments sur les habitants des ghettos noirs.

Mais le gouvernement de Washington est descendu directement dans les ghettos pour permettre aux gens de se donner leurs propres structures de participation, diversifiant ainsi le style d'action communautaire sur une multitude de problèmes secondaires. De ce fait, il devint facile de faire disparaître les Panthères noires de façon très violente, sans qu'il y ait réaction organisée de la part des groupes qui, auparavant, auraient peut-être eu tendance à appuyer le mouvement radical.

Il y eut évidemment d'autres raisons de cet isolement, certaines internes au mouvement lui-même, mais celle-là n'est pas la moindre. Plus encore, les Panthères d'aujourd'hui ont tendance, pour ne pas rester isolés, à faire le même type d'action que celles mises sur pied par les agences gouvernementales.

Un autre exemple, récent, nous permet de voir jusqu'à quel point l'État peut facilement isoler des groupes ; c'est celui des fameux trente-neuf projets de Perspectives-Jeunesse refusés par les députés. Trudeau, dans une déclaration en chambre, a dit que les trente-neuf projets étaient définitivement rejetés et que les huit démissionnaires de Perspectives-Jeunesse voulaient davantage faire passer leur idéologie politique que d'opérer un choix objectif. Il plaçait ainsi les huit démissionnaires et les trente-neuf projets rejetés, sur une plate-forme politique différente de tous les autres projets acceptés ou refusés. Les huit évaluateurs, ainsi que les trente-neuf projets devenaient des éléments indésirables, radicaux, dont il était justifié de se débarrasser.

On peut donc conclure que ces nouveaux types d'intervention sociale sont des mesures de bien-être déguisées qui permettent de contrôler, à un niveau national et régional, le type et la force de contestation ; qui permettent de canaliser les mécontentements et d'éviter les tensions trop violentes ou trop radicales. Ces programmes ne sont que des expériences qui servent à modifier l'appareil d'intervention sociale pour mieux en respecter les objectifs.

Que nous réservent maintenant les technocrates politiques pour les mois et les années à venir ?

Les plans futurs

[Retour à la table des matières](#)

Au printemps 1970, le gouvernement lançait une vaste consultation auprès de cinq cents associations bénévoles, pour connaître leurs préoccupations. Vers la même époque il mettait sur pied « Information-Canada » pour accroître la participation des citoyens et jouer « son rôle de gouvernement démocratique ». Un peu plus tard un groupe de recherche fut mis sur pied pour étudier pendant plus d'un an les méthodes gouvernementales à employer pour favoriser la participation (et en fait s'infiltrer dans les groupes populaires). Dans l'Ouest du Canada, un autre groupe de recherche s'est penché sur les types d'action que des groupes peuvent entreprendre et ce qui en résulte : services à la communauté, diffusion de l'information, création d'emplois. Les programmes de Perspectives-Jeunesse et d'Initiatives locales ne sont que des éléments de cette vaste étude que le Fédéral a entrepris depuis trois ans sur la jeunesse et les groupes populaires afin de mieux cerner leur action et de mieux en contrôler les effets.

Si on veut éviter maintenant de se faire prendre « les culottes baisées » par ces programmes « bonbons », en ne réagissant qu'un an après, il faut tenter de voir ce que nous réserve le Fédéral.

On peut à titre d'exemple prendre deux programmes différents : « P2 », qui est la proposition majeure du Rapport du Comité jeunesse : « C'est Parti », et « Perspectives-Citoyens » qui est la recommandation du groupe d'évaluation de Perspectives-Jeunesse.

P2 est intéressant, du fait qu'il devait être mis en application à partir de l'automne prochain et Perspectives-Citoyens, de son côté, exprime assez bien la tendance générale de tous les rapports concernant la question.

Il existe plusieurs autres documents qui parlent d'eux-mêmes mais qu'il nous est impossible de rendre publics actuellement sans brûler

nos sources d'information. Cependant, l'étude de ces documents nous a permis d'avoir une vision plus précise dans notre analyse et de prévoir plus sûrement ce que nous réserve l'État fédéral en matière de bien-être social et d'intervention communautaire. Nous verrons ici cette question à partir de documents officiels, mais en extrapolant de façon prudente.

« *P2 et C'est Parti...* » M. Pierre Bourdon, David Hunter et Vincent Kelly, du Comité-Jeunesse, ont mis deux ans à étudier « les attitudes, les aspirations et les besoins des jeunes, ainsi que le rôle actuel du gouvernement dans ce domaine ». Nous avons souligné à maintes reprises dans le texte les principes qui sont ressortis de leur analyse. Ils se rapprochent sensiblement de la conception générale actuelle qu'a le gouvernement fédéral de réduire les tensions sociales. Les différences majeures résident en ce qui a trait à la définition de la « jeunesse », prise comme groupe social distinct par le gouvernement, mais non par le comité, de même qu'en ce qui a trait à la disparition des visées militaristes traditionnelles, remplacées par des méthodes d'approches plus sociologiques.

P2, c'est la grande proposition du rapport (avec celle concernant la légalisation du POT). P2, tel qu'avancé, c'est une super-structure parallèle aux structures gouvernementales. C'est une agence canadienne autonome qui coordonne cinq agences régionales. Les cinq agences régionales (B.C., Prairies, Ontario, Québec, Maritimes) détiennent le pouvoir, elles distribuent les fonds sous forme de subventions, subsides ou autres services, à la population de leur territoire. Ces fonds sont distribués à partir des priorités et recommandations formulées lors d'assemblées communautaires tenues deux fois par an dans chacune des régions du territoire (au Québec, les dix régions économiques). Ces rencontres publiques sont ouvertes à la population en général ainsi qu'aux groupes.

Cette proposition a failli être mise en application, plus ou moins intégralement, dès l'automne prochain. Mais il semble que le gouvernement ait voulu garder le contrôle sur les sommes qu'il distribue en subventions et conserver une structure très centralisée à Ottawa, particulièrement en période d'élections. Pour ces raisons, ainsi qu'à cause de son caractère trop « avant-gardiste » pour les éléments conserva-

teurs du parti, ce programme ne sera pas appliqué, du moins dans son ensemble,

Perspectives-Citoyens. Ce programme semble avoir plus de chances de voir le jour. Il s'apparente passablement à ceux déjà expérimentés. Il lie Perspectives-Jeunesse et Initiatives locales.

On y propose une structure centralisée à Ottawa, s'adressant à trois types de citoyens : 1° les étudiants, 2° les chômeurs et assistés sociaux, 3° les vieillards. Les projets acceptés seraient d'un, type semblable à ceux de Perspectives-Jeunesse ou Initiatives locales.

On tient toujours à l'aspect expérimental et en conséquence, le rapport propose une durée maximum de quatre mois pour la réalisation des projets du programme. Après cette durée, c'est la fin du projet, ou son financement par un ministère intéressé à la prolongation de l'expérience. On peut cependant prévoir cette alternative dans très peu de cas. Exceptionnellement, Perspectives-Citoyens lui-même poursuivrait le financement d'un projet pour plus de quatre mois. Pour les étudiants, ces quatre mois seraient naturellement durant l'été.

La rémunération de base des participants pourrait être de \$500 par mois (\$125 par semaine), donc supérieure à l'assurance-chômage.

Le rapport prévoit des groupes de quinze personnes maximum, disposant de \$50,000 dont 20% en frais administratifs.

Le budget total proposé pour la réalisation de Perspectives-Citoyens : \$120 millions pour un an !

Ce programme n'apporte en somme rien de neuf. Il institutionnalise l'expérience de Perspectives-Jeunesse. L'aspect temporaire de chaque projet (quatre mois) demeure, et l'impact communautaire désiré en est réduit d'autant. L'organisation de nouvelles mesures de bien-être social et la désorganisation des milieux révoltés demeurent toujours les deux mamelles des programmes fédéraux ! On crée un nouveau style d'emploi pour ceux qui risquent le plus d'amener des troubles sociaux, mais on ne touche en rien le problème de fond.

... *Et les Comités de citoyens.* Mais Perspectives-Citoyens n'est qu'un cas que l'on peut prévoir. Il y a d'autres formules en préparation, qui s'adressent plus particulièrement aux comités de citoyens. Ces autres projets prévoient des structures plus décentralisées, plus près des comités d'action locaux. De telles machines distributrices accentueraient la dépendance des groupes face au gouvernement et permettrait d'accroître la connaissance et l'information du fédéral sur le développement des luttes et des groupes populaires. On aiderait financièrement et matériellement ces comités de citoyens à être plus « efficaces » dans leur milieu. Ces programmes, à l'étape d'étude encore, viseraient à contrer certaines carences de Perspectives-Jeunesse ou Perspectives-Citoyens : il s'agirait de projets à plus long terme et l'aide matérielle serait accrue. Le contrôle en serait augmenté d'autant naturellement ! On pourra contester, mais uniquement ce que Trudeau lui-même veut changer. Pas plus...

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Bien que ce soit Ottawa qui gaspille les \$18 milliards de dollars du budget fédéral qu'il arrive à soutirer des poches des salariés et des consommateurs du Canada, c'est Ottawa qui paraît généreux en donnant à grand renfort de publicité 34 millions à Perspectives-Jeunesse, 51 millions aux autres projets d'été et 150 millions là Initiatives locales. Bien que ce soit Ottawa et ses « stooges » provinciaux qui laissent polluer l'air, la terre et l'eau par les entreprises privées, c'est Ottawa qui paraît courageux et intelligent en invitant les plus dynamiques des jeunes à lutter contre la pollution avec des bribes de budgets. Bien que ce soit Ottawa, les gouvernements locaux et leurs vrais maîtres, les grosses entreprises, qui entretiennent le chômage, c'est Ottawa qui veut paraître lutter contre le chômage avec de petits programmes d'été pour étudiants et d'hiver pour les autres.

Bien que ce soit Ottawa, ses valets et ses maîtres qui détournent les fonds des travailleurs du Canada et du Québec, c'est également Ottawa qui veut nous illusionner sur sa générosité en saupoudrant des subventions sur les chômeurs, sur les étudiants, sur les assistés sociaux, tant en gavant les gros « services publics » inutiles et les grosses sociétés privées des fonds du peuple.

Bien que ce soit Ottawa qui laisse l'économie canadienne se faire dévorer par les gros monopoles américains et internationaux aux dépens de tous les travailleurs du pays, c'est Ottawa qui, avec l'assurance d'une marionnette qui se veut machiavélique, s'arroge le droit d'interpréter les besoins des travailleurs et de développer des programmes de sous-développement économique et social avec l'aide de ses politiciens véreux.

Bien que ce soit Ottawa, ses serviteurs et ses maîtres, qui continuellement nous étourdissent de leur propagande mensongère, c'est Ottawa qui joue les mégères choquées et accusent huit travailleurs révoltés par l'ingérence politique du gouvernement dans Perspectives-Jeunesse de vouloir « promouvoir leurs intérêts idéologiques personnels ».

À coup sûr, Perspectives-Jeunesse est un programme qui peut offrir quelque belle apparence mais qui a son utilité dans le vaste ensemble de programmes d'intervention auprès de la jeunesse et des travailleurs en général, développés par le gouvernement dans le but d'illusionner les étudiants sur leur rôle, de les séparer de la classe ouvrière, et de réduire les tensions sociales en contrôlant l'évolution des groupes communautaires.

Et maintenant...

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne voulons pas critiquer sans réserve ceux qui se prévalent de leur assurance-chômage appelée Perspectives-Jeunesse ou Initiatives locales. Les Québécois ne sont pas en mesure présentement de refuser en bloc, les millions lancés par Ottawa.

Il importe cependant d'approfondir ces questions, de percevoir clairement les buts politiques des actions gouvernementales et le rôle véritable des mesures de bien-être dans notre société.

Une meilleure compréhension de ces mécanismes amènera sans doute, de nombreux groupes et individus à remettre en question, non pas la réception du chèque auquel ils ont droit, mais les méthodes gouvernementales visant à régler les problèmes économiques et sociaux et le type de projets qu'ils veulent réaliser.

Peut-être que cette réflexion permettra de faire davantage ressortir les contradictions du système actuel et amènera des groupes à prendre une ligne politique plus combative. Trop souvent, des gestes qu'on veut et qu'on dit être radicaux, ne servent inconsciemment que les plans gouvernementaux.

Mieux comprendre la pensée et les structures de l'adversaire capitaliste, permet de voir à long terme, la nécessité d'une véritable organisation des travailleurs, pouvant affronter ce pouvoir qui se joue de nous continuellement et nous exploite quotidiennement.

Fin du texte